

Réduire les émissions de GES par le biais des achats durables

Cette déclaration a été initiée lors de la rencontre des 19-20 novembre 2015 à Seoul¹, organisée sur le thème de la quantification des impacts climat des achats publics par l'Institut de l'Industrie et de la Technologie Environnementales de la République de Corée (KEITI) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, dans le cadre du groupe de travail 2B du programme 10YFP sur les achats publics durables (APD).

La version finale de cette déclaration a été approuvée par un certain nombre de partenaires du programme 10YFP pour les APD et de participants à la rencontre de Seoul (voir ci-dessous).

L'objectif de la déclaration est de:

- Souligner le potentiel des achats publics durables pour la réalisation des engagements nationaux climatiques
- Souligner qu'une action coordonnée des acteurs publics et privés dans le domaine des achats durables est en mesure d'accélérer la concrétisation des objectifs de lutte contre le changement climatique.

Cette déclaration a été lue dans le cadre d'un événement organisée le 5 décembre en marge de la COP21 par le secrétariat du programme 10YFP pour les APD, intitulé « Atténuer les changements climatiques à travers les achats durables »

¹ La liste des participants: Kevin Kampschroer, US General Services Administration, Yanping Wang, China Environmental United Certification Center (CEC), Aure Adell, Eco Institut, Luchakorn Prathumratana, German International Cooperation (GIZ), Farid Yaker, UNEP, Jason Pearson, Sustainable Purchasing Leadership Council, Thumrongrut Mungcharoen, National Science and Technology Development Agency, Thailand , Angela Vitulli, Industrial Economics, Hyunju Lee and Mi-Ri Kim, KEITI, Bonghee Son, ICLEI-Local Governments for Sustainability, Jan Janssen, CO2Logic

Réduire les émissions de GES par le biais des achats durables

Déclaration initiée par les participants de la rencontre du 19-20 novembre 2015 à Seoul sur les achats bas-carbone et présentée le 5 décembre, en marge de la COP21 à Paris.

DECLARATION

Les achats publics représentent 10-15% du PIB pour les pays développés et jusqu'au 20% du PIB pour les pays en développement. ²Les achats effectués par d'autres acteurs du secteur privé, tels que les fournisseurs de gaz ou électricité, les banques, la grande distribution, représentent aussi une grande partie du PIB. Les achats publics et privés, constituent, ensemble, la plus importante source de demande économique qui contribue à la fois à l'économie mondiale et aux émissions de gaz à effet de serre qui y sont associés.

En mettant en œuvre des politiques d'achats durables, les acheteurs publics et privés ont la possibilité de réduire leur empreinte carbone de façon significative. Ils peuvent aussi combiner leurs pouvoirs d'achat pour stimuler de manière significative l'essor des produits écologiques, en réduisant ainsi les émissions de gaz à effet de serre à travers toute la chaîne d'approvisionnement et en encourageant davantage de fournisseurs à investir dans des biens et services bas-carbone.

De nombreux acheteurs ont déjà adopté des pratiques d'approvisionnement bas-carbone pour atteindre leurs propres objectifs d'atténuation et pour contribuer à l'effort global de maintenir la température moyenne globale sous le seuil des 2° C. Il reste cependant un potentiel inexploité en particulier dans des domaines tels que:

- La production électrique et le chauffage (25% des émissions de gaz à effet de serre globales), les transports (14% des émissions globales), les infrastructures et la construction (6% des émissions globales)³
- Les appareils électriques, y compris réfrigérateurs, machines à laver, photocopieuses, ordinateurs, écrans.
- L'approvisionnement en services, et notamment services informatiques, location d'espace, services alimentaires, services de voyage et hospitaliers.
- L'éclairage public, et les autres formes d'éclairage intérieur ou extérieur.

² <http://www.cid.harvard.edu/cidtrade/issues/govpro.html>, https://www.wto.org/english/tratop_e/gproc_e/gproc_e.html

³ <https://www.ipcc.ch/report/ar5/wg3/>

PAR CONSEQUENT

La commande publique et privée représente une opportunité stratégique pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et pour atteindre les objectifs formulés par les pays dans les INDC.

Les participants à la rencontre de Seoul du 19-20 novembre, invitent les acheteurs publics et privés à exploiter au maximum leur pouvoir d'achat en vue de contribuer à l'atténuation des émissions de GES et à atteindre les objectifs établis par la communauté internationale.

Plus précisément, ils invitent :

- A prendre en compte l'impact climat des biens et services dans le processus d'achat, à travers notamment la prise en compte des coûts du carbone dans l'évaluation des offres et, quand cela est possible, dans la prise en compte de l'empreinte carbone des fournisseurs potentiels. À cet égard, les acheteurs publics et privés devraient faire une utilisation plus systématique dans le processus d'évaluation des offres des méthodes d'analyse des coûts du cycle de vie (coût global) ou sinon, du coût total de possession, afin notamment de capturer les impacts climatiques et de favoriser ainsi l'achat de produits bas-carbone.
- A une mobilisation plus active des fournisseurs et autre acteurs de la chaîne d'approvisionnement pour favoriser la production de produits bas-carbone et l'utilisation de techniques de production plus écologiques.
- A une plus large collaboration entre les Etats, les acteurs nationaux, régionaux, locaux ainsi que le secteur privé, pour stimuler la croissance des marchés de produits et services verts.
- A développer des plans d'approvisionnement durable et des systèmes de surveillance qui prennent en compte les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Enfin, les participants à la rencontre de Seoul, encouragent l'adoption d'une approche globale des achats qui intègre la question du changement climatique mais également les facteurs environnementaux, sociaux et économiques qui auront un impact sur notre futur, en lien avec les Objectifs du Développement Durables.

Liste des organisations qui soutiennent cette déclaration :

- CEGESTI, Centro de Gestión Tecnológica e Informática Industrial, Costa Rica
- China Environmental United Certification Center (CEC)
- CO2Logic, Belgium
- Corvers Procurement Services BV
- Ecoinstitut (Spain)
- EcoMark Office, Japan
- Green Council (Hong Kong)
- Green Purchasing Network, Malaysia
- IEC, Industrial Economics Inc.
- International Green Purchasing Network
- Institut des Finances, Basil Fuleihan, Lebanon
- KEITI, Korea Environmental Industry & Technology Institute
- Ministry of Environment of the Netherlands
- Policy Procurement Office, Mauritius,
- Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production (SCP/RAC), Mediterranean Action Plan (Barcelona, Spain)
- Sustainable Purchasing Leadership Council,
- UNEP, United Nations Environment Programme
- US General Services Administration